

De l'autosuffisance nationale
John Maynard Keynes
L'Economie politique n°31, Juillet 2006

Le grand économiste britannique propose un long plaidoyer en faveur du patriotisme économique. Celui-ci doit permettre à l'Etat de limiter les contraintes liées à la libéralisation économique internationale, notamment celle des mouvements de capitaux, pour disposer des marges de manœuvre de politiques nationales permettant d'agir en faveur d'une « République sociale ».

Comme la plupart des Anglais, j'ai été élevé dans le respect du libre-échange, considéré non seulement comme une doctrine économique qu'aucune personne rationnelle et instruite ne saurait mettre en doute, mais presque comme une composante de la morale. Je considérais les entorses à ce principe comme stupides et scandaleuses. Je pensais que les inébranlables convictions de l'Angleterre en matière de libre-échange, maintenues depuis près d'un siècle, expliquaient sa suprématie économique devant les hommes et sa justification devant Dieu. En 1923, j'écrivais encore que le libre-échange s'appuyait sur des "vérités" fondamentales qui, énoncées avec les réserves d'usage, ne pouvaient être contestées par quiconque comprend le sens des mots.

Quand je relis ce que j'écrivais alors à propos de ces vérités fondamentales, je ne pense pas être en contradiction avec moi-même. J'ai cependant changé d'orientation, comme beaucoup de mes contemporains. Ma connaissance de la théorie économique a de fait évolué, et je n'accuserais plus Monsieur Baldwin, comme je le faisais alors, d'être "une victime de l'erreur protectionniste dans sa forme la plus grossière" parce qu'il pensait, dans les conditions qui étaient celles de l'époque, que des droits de douane pouvaient aider à réduire le chômage dans notre pays. Mais c'est autre chose qui m'a fait changer d'avis: mes espoirs, mes préoccupations et mes craintes ont changé, comme ceux de beaucoup, voire de la plupart des gens de notre génération, dans le monde entier. C'est un long processus, que celui de s'arracher à des modes de pensée qui étaient ceux d'avant la guerre, ceux du XIXe siècle. Il est surprenant de constater combien un esprit traîne d'oripeaux obsolètes même après avoir changé ses conceptions centrales. Mais aujourd'hui enfin, après avoir parcouru un tiers du XXe siècle, nous sommes, pour la plupart d'entre nous, en train de sortir du précédent, et d'ici que nous arrivions à la moitié de ce siècle, il se peut que nos façons de penser et nos préoccupations soient aussi différentes des méthodes et des valeurs du XIXe que chaque siècle a pu l'être du précédent.[...]

L'ouverture internationale n'est pas facteur de paix

D'abord, la question de la paix. Nous sommes aujourd'hui pacifistes avec une telle force de conviction que si les tenants de l'internationalisme économique pouvaient l'emporter sur ce point, ils retrouveraient vite notre appui. Mais il n'est pas évident que concentrer ses efforts sur la conquête de marchés étrangers, introduire dans les structures économiques d'un pays les ressources et l'influence de capitalistes étrangers et dépendre étroitement des politiques des autres pour sa propre vie économique garantisse la paix entre les nations. L'expérience et la prévoyance nous permettraient même d'affirmer le contraire. La protection par un pays de ses intérêts à l'étranger, la conquête de nouveaux marchés, le développement de l'impérialisme économique, sont les éléments incontournables de la politique de tous ceux qui veulent maximiser la spécialisation internationale et la diffusion géographique du capital, où que soit installé celui qui le possède. Si l'on pouvait éviter les fuites de capitaux, les politiques intérieures seraient plus faciles à déterminer. Il y a un véritable divorce entre les propriétaires et les vrais gestionnaires lorsque, par suite de la forme juridique des entreprises, leur capital est réparti entre d'innombrables individus qui achètent des actions aujourd'hui, les revendent demain et n'ont ni la connaissance ni la responsabilité de ce qu'ils ne possèdent que peu de temps. C'est déjà grave à l'intérieur d'un pays, mais les mêmes pratiques étendues à l'échelle internationale deviennent intolérables en période de tension - je ne suis pas responsable de ce que je possède et ceux qui gèrent mon bien n'ont pas de comptes à me rendre. Un calcul financier peut montrer qu'il est avantageux pour moi d'investir quelque part dans le monde où l'efficacité marginale du capital est maximale ou bien le taux d'intérêt le plus élevé. Mais on voit à l'expérience que le fait que le propriétaire soit éloigné de la gestion est préjudiciable aux relations entre les hommes, et que cela provoque tôt ou tard des tensions et des inimitiés qui finissent par réduire à néant les calculs financiers.

Je me sens donc plus proche de ceux qui souhaitent diminuer l'imbrication des économies nationales que de ceux qui voudraient l'accroître. Les idées, le savoir, la science, l'hospitalité, le voyage, doivent par nature être internationaux. Mais produisons chez nous chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible, et surtout faisons en sorte que la finance soit nationale. Cependant, il faudra que ceux qui souhaitent dégager un pays de ses liens le fassent avec prudence et sans précipitation. Il ne s'agit pas d'arracher la plante avec ses racines, mais de l'habituer progressivement à pousser dans une direction différente.

Pour toutes ces raisons, j'ai donc tendance à penser qu'après une période de transition, un degré plus élevé d'autosuffisance nationale et une plus grande indépendance économique entre les nations que celle que nous avons connue en 1914 peuvent servir la cause de la paix, plutôt que l'inverse. De toute façon, l'internationalisme économique n'a pas réussi à éviter la guerre, et si ses défenseurs répondent qu'il n'a pas vraiment eu sa chance, son succès ayant toujours été incomplet, on peut raisonnablement avancer qu'une réussite plus achevée est fort improbable dans les années qui viennent.

Coûts et avantages du patriotisme économique

Mais laissons de côté ces questions d'appréciation, où chacun reste attaché à sa propre opinion, pour nous tourner vers un sujet plus purement économique. Au XIXe siècle, le partisan de l'internationalisme économique pouvait à juste titre soutenir que sa politique contribuait à l'enrichissement rapide du monde, qu'elle favorisait le progrès économique, et que faire marche arrière nous aurait gravement appauvris, ainsi que nos voisins. Ceci soulève la question de l'équilibre entre les avantages économiques et non économiques, qui n'est jamais facile à trancher. La pauvreté est une calamité, et les gains économiques un authentique bienfait qui ne doit pas être sacrifié à d'autres, sauf s'il est clair qu'il pèse moins lourd dans la balance. Je pense qu'au XIXe siècle les gains de l'internationalisme économique l'emportaient sur ses inconvénients pour deux raisons. A une époque où de nouveaux continents se peuplaient par une émigration massive, il était normal que les hommes emportent avec eux dans les mondes nouveaux les fruits matériels de la technique du monde ancien, représentant l'épargne accumulée de ceux qui les envoyaient. L'investissement de l'épargne britannique allait permettre aux ingénieurs britanniques d'installer les voies ferrées et le matériel roulant qui transporterait des émigrants britanniques vers de nouvelles terres et de nouveaux pâturages, et une partie des produits reviendrait légitimement à ceux dont la frugalité avait produit cette épargne. Cet internationalisme économique ne ressemble en rien à la participation prise par un spéculateur de Chicago dans une entreprise allemande, ou à celle d'une vieille fille anglaise dans les investissements de la municipalité de Rio de Janeiro. C'était néanmoins le type d'organisation nécessaire pour permettre la première internationalisation, qui a finalement conduit à la deuxième. Par ailleurs, à une époque où les niveaux d'industrialisation et les possibilités d'apprentissage technique étaient extrêmement inégaux dans les différents pays, on pouvait tirer des avantages considérables d'une spécialisation nationale poussée.

Mais je ne suis pas persuadé qu'aujourd'hui les avantages économiques de la division internationale du travail soient comparables à ce qu'ils furent. Soyons clair: je ne pousserai pas mon raisonnement au-delà d'un certain point. Un niveau élevé de spécialisation internationale est nécessaire dans un monde rationnel, chaque fois qu'il est dicté par d'importantes différences de climat, de ressources naturelles, d'aptitudes naturelles, de niveau de culture et de densité de population. Mais pour une gamme de plus en plus large de produits industriels, et peut-être également de produits agricoles, je ne pense pas que les pertes économiques dues à l'autosuffisance soient supérieures aux avantages autres qu'économiques que l'on peut obtenir en ramenant progressivement le produit et le consommateur dans le giron d'une même organisation économique et financière nationale. L'expérience prouve chaque jour un peu plus que beaucoup de processus modernes de production de masse peuvent être maîtrisés dans la plupart des pays et sous presque tous les climats avec une efficacité comparable. De plus, à mesure que la richesse s'accroît, le logement, les services à la personne et les équipements locaux, qui ne peuvent pas faire l'objet d'un commerce international, prennent une part de plus en plus importante dans l'économie nationale, au détriment des produits de base et des objets manufacturés. Si les coûts de ces derniers produits augmentaient modérément, à cause d'une plus grande autosuffisance nationale, les conséquences ne seraient pas très graves, en comparaison avec les avantages de nature différente. En bref, l'autosuffisance nationale, même si elle a un coût, est un luxe que nous aurions les moyens de nous offrir, si nous le souhaitions.

Y a-t-il assez de bonnes raisons pour que nous le souhaitions ? L'orientation que je développe va peiner nombre de mes amis, éduqués à l'ancienne et à juste titre choqués par le gaspillage et les pertes économiques allant de pair avec le nationalisme économique qu'ils ont connu. Je vais tenter de l'expliquer en des termes avec lesquels ils puissent être d'accord.

Le capitalisme international et néanmoins individualiste, décadent mais dominant depuis la fin de la guerre, n'est pas une réussite. Il n'est ni intelligent, ni beau, ni juste, ni vertueux, et il ne tient pas ses promesses. En bref, nous ne l'aimons pas et nous commençons à le mépriser. Mais quand nous nous demandons par quoi le remplacer, nous sommes extrêmement perplexes.

D'année en année, il devient plus évident que le monde s'engage dans diverses expériences politico-économiques correspondant à des tempéraments nationaux et à des environnements historiques différents. L'internationalisme économique des libre-échangistes du XIXe siècle supposait que le monde entier était ou serait organisé sur la base d'un capitalisme concurrentiel et de la liberté du contrat privé protégé de façon inviolable par la loi. Ce modèle pouvait en être à divers stades de développement et de complexité, mais il était toujours conforme à un type uniforme qu'il convenait de chercher à perfectionner, et certainement pas à détruire. Le protectionnisme du XIXe siècle était une vilaine tache sur l'efficacité et le bon sens de cet ordre des choses, et il ne modifiait en rien l'idée générale que l'on se faisait des caractéristiques fondamentales de l'économie.

Mais aujourd'hui des pays remettent en question ce modèle. La Russie est encore seule à mener son expérience très particulière, mais d'autres abandonnent les théories du XIXe siècle. L'Italie, l'Irlande, l'Allemagne s'intéressent de près à de nouvelles formes d'économie politique. Je prévois qu'à leur suite bien d'autres pays vont chercher, chacun de son côté, de nouvelles idoles économiques. Même la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, qui respectent encore strictement l'ancien modèle, aspirent sans le montrer à un nouveau concept économique. Nous ne savons pas quelle sera l'issue. Nous sommes tous sur le point de faire beaucoup d'erreurs. Personne ne peut dire lequel des nouveaux modèles se révélera le meilleur.

Mais voici ce que j'en pense aujourd'hui. Chacun de nous a ses préférences. Nous ne croyons pas être déjà sauvés, et nous voulons tous travailler à notre propre salut. Nous ne souhaitons donc pas être à la merci de forces mondiales s'efforçant d'instaurer un quelconque équilibre général conforme aux principes idéaux -si l'on peut dire- d'un capitalisme du laisser-faire. Il reste des gens qui s'accrochent aux vieilles idées, mais aujourd'hui ils ne représentent une force sérieuse dans aucun pays. Nous souhaitons -du moins pour l'instant, et aussi longtemps que durera cette phase de transition expérimentale- être nos propres maîtres, aussi libres que possible des ingérences du monde extérieur.

Par conséquent, vue sous cet angle, une politique de renforcement de l'autosuffisance nationale ne doit pas être considérée comme un idéal en soi, mais comme le moyen de créer un environnement dans lequel d'autres idéaux pourront être poursuivis commodément et en toute sécurité.

Laissez-moi vous en donner un exemple aussi simple que possible, choisi parce qu'il est en relation avec des idées qui m'ont beaucoup occupé l'esprit ces derniers temps. Dans les activités économiques quotidiennes, qu'il faut distinguer de celles qui sont dirigées de façon centralisée, je suis favorable au maintien d'autant de décision et d'initiative privées qu'il est possible. Mais j'ai fini par être convaincu que le maintien de la structure de l'entreprise privée est incompatible avec le degré de bien-être matériel que l'avancée des techniques nous permettrait, à moins que le taux d'intérêt ne tombe à un chiffre nettement inférieur à celui auquel il devrait être fixé par le jeu naturel des forces opérant selon les anciennes règles. En fait, la transformation de la société à laquelle irait ma préférence demanderait que le taux d'intérêt baisse jusqu'à disparaître dans les trente prochaines années. Mais ce n'est pas près d'arriver, dans un système où ce taux, une fois pris en compte le risque et les autres facteurs, a tendance à s'uniformiser à un niveau mondial sous l'effet du jeu normal des forces financières. Pour de multiples raisons que je ne peux développer ici, l'internationalisme économique, avec ce qu'il comporte de libre mouvement de capitaux et de fonds à investir, aussi bien que de libre échange de marchandises, peut condamner mon propre pays, pour une génération, à un niveau de prospérité matérielle inférieur à celui qu'il pourrait atteindre dans un système différent.

Mais ce n'est qu'une illustration. Ce que je soutiens, c'est que la nouvelle génération n'a rien à attendre d'un système économique mondialement uniforme, qui était, en gros, celui du XIXe siècle, et que nous devons être aussi peu soumis que possible à l'influence des changements économiques décidés ailleurs,

afin de pouvoir faire nous-mêmes les expériences que nous souhaitons, pour aller vers la République sociale idéale du futur. Je pense qu'une démarche délibérée vers une plus grande autosuffisance nationale et un plus grand isolement économique nous faciliterait la tâche, dans la mesure où cela n'aurait pas un coût excessif.

Les méfaits de la course à la rentabilité financière à tout prix

Cette nouvelle façon de voir les choses a une autre explication. Le XIXe siècle a donné une place extravagante à ce que l'on peut désigner, pour faire court, aux "résultats financiers", promus critère d'appréciation de toute action, qu'elle soit publique ou privée. Mener sa vie était devenu une sorte de parodie du cauchemar d'un comptable. Au lieu d'utiliser leurs ressources matérielles et techniques, toujours croissantes, pour bâtir une cité splendide, les hommes construisaient des taudis. Et ils pensaient que c'était une bonne chose, qu'il fallait le faire parce que, selon les critères de l'entreprise privée, les taudis sont "rentables", alors qu'une ville superbe aurait été, selon eux, une dépense d'une folle prodigalité et qui aurait, dans le langage stupide des financiers, "hypothéqué l'avenir" -même si personne ne peut comprendre comment la construction, aujourd'hui, de grands et magnifiques édifices pourrait appauvrir l'avenir, sauf à avoir l'esprit farci d'analogies fallacieuses avec une comptabilité inappropriée. Même aujourd'hui, je passe mon temps - moitié pour rien, moitié avec succès - à tenter de convaincre mes compatriotes que la nation tout entière s'enrichirait à coup sûr si les hommes et les machines inemployés étaient utilisés pour construire les logements dont nous avons tant besoin plutôt qu'en les payant à ne rien faire. Car les cerveaux de cette génération sont tellement obscurcis par de faux calculs qu'ils se défont de conclusions qui seraient évidentes s'ils ne faisaient pas une confiance aveugle à un système de comptes financiers contestant la rentabilité d'une telle politique. Nous devons rester pauvres parce qu'il n'est pas rentable d'être riches. Nous devons vivre dans des taudis, non pas parce que nous ne pouvons pas construire des palais, mais parce que nous "n'en avons pas les moyens".

La même règle de calcul financier, aut destructrice, régit chaque moment de la vie. Nous détruisons la beauté de la campagne parce que les splendeurs d'une nature qui n'appartient à personne n'ont aucune valeur économique. Nous sommes capables d'éteindre le soleil et les étoiles parce qu'ils ne rapportent aucun dividende. Londres est l'une des villes les plus riches de l'histoire de la civilisation, mais elle ne "peut pas se permettre" les réalisations les plus ambitieuses dont sont capables ses habitants, parce qu'elles ne sont "pas rentables".

Si j'étais au pouvoir, aujourd'hui, j'entreprendrais avec détermination de doter nos grandes villes de tous les équipements artistiques et culturels susceptibles de répondre aux attentes individuelles les plus ambitieuses des citoyens de chacune de ces villes. Je suis convaincu que ce que nous savons créer, nous en avons les moyens, et que l'argent ainsi dépensé sera non seulement plus utile que n'importe quelle allocation de chômage, mais qu'il rendra inutiles ces allocations. Parce qu'avec ce que nous avons dépensé pour les chômeurs en Angleterre depuis la guerre nous aurions pu faire de nos villes les plus magnifiques réalisations humaines du monde.

De même, nous avons considéré qu'il nous fallait absolument ruiner les paysans et détruire une économie fondée sur des traditions très anciennes pour gagner quelques centimes sur une miche de pain. Rien ne devait échapper à l'autel de Moloch et de Mammon réunis; nous devons tout sacrifier à ces monstres dont le culte nous permettrait de vaincre la pauvreté et conduirait sûrement et aisément la prochaine génération, portée par l'intérêt composé, vers la paix économique.

Nous avons perdu nos illusions, non pas que nous soyons plus pauvres qu'avant - au contraire, même aujourd'hui, nous bénéficions, du moins en Grande-Bretagne, d'un niveau de vie plus élevé que jamais -, mais parce que les valeurs autres qu'économiques semblent avoir été sacrifiées. En pure perte, dans la mesure où notre système économique ne nous permet pas de tirer le meilleur parti de la richesse autorisée par le progrès technique, qu'il en est même loin, ce qui nous amène à penser que nous aurions pu faire une bien meilleure utilisation de ces possibilités inexploitées.

Mais dès que nous nous permettons de ne pas respecter le critère du profit comptable, nous commençons à changer notre civilisation. Nous devons le faire très prudemment, avec beaucoup de précautions, et en toute conscience. Parce que pour une grande partie de l'activité humaine il sera sage de maintenir les critères financiers habituels. C'est l'Etat plus que l'individu qui doit changer ses critères. Ce sur quoi il nous faut tirer un trait, c'est la conception d'un ministre des Finances qui serait

le président d'une sorte de société par actions. Et si les fonctions et les objectifs de l'Etat doivent être étendus, le choix de ce qui doit être produit dans un cadre national et de ce qui doit faire l'objet d'échanges avec l'étranger devra figurer en bonne place parmi les priorités de la politique.

Trois écueils à éviter

De ces réflexions sur les finalités propres à l'Etat, je reviens au monde de la politique contemporaine. Après avoir cherché à comprendre, en toute impartialité, les idées qui fondent le besoin ressenti par tant de pays d'une plus grande autosuffisance nationale, il nous faut examiner avec soin si, dans la pratique, nous ne sommes pas en train de rejeter trop facilement des acquis importants du XIXe siècle. Je trouve que dans tous les pays, sans exception, où les partisans de l'autosuffisance nationale ont pris le pouvoir, beaucoup de bêtises ont été commises. Mussolini est peut-être en train de parvenir à l'âge de raison, mais la Russie offre le pire exemple que le monde ait connu d'incompétence administrative et sacrifie à des idiots à peu près tout ce qui fait que la vie vaut d'être vécue. L'Allemagne est entre les mains d'irresponsables déchaînés - il est donc trop tôt pour juger sa politique économique. L'Etat libre d'Irlande, trop petit pour parvenir à un niveau élevé d'autosuffisance nationale, qu'il devrait payer d'un coût économique très élevé, est en train de débattre de plans qui pourraient le ruiner s'ils étaient mis en œuvre.

Dans le même temps, les pays qui conservent ou adoptent un protectionnisme pur et dur, à l'ancienne, modernisé par l'adoption de quelques mesures de contingentement, font des choses rationnellement indéfendables. Si donc la Conférence économique mondiale (2) débouche sur une réduction mutuelle des droits de douane et ouvre la voie à des accords régionaux, on ne pourra que sincèrement s'en féliciter. Je ne voudrais pas que l'on croie que j'approuve ce qui est actuellement fait par les politiques au nom du nationalisme économique. Loin de là. Mais mes critiques sont celles d'un homme portant un regard amical et sympathique sur les expérimentations menées avec obstination dans le monde contemporain, qui souhaite qu'elles réussissent, qui a lui-même des projets dans ce sens et qui, en dernier ressort, préfère n'importe quoi plutôt que ce que les rapports financiers appellent "l'opinion de Wall Street". Et j'essaie de montrer que le monde vers lequel nous nous dirigeons avec difficulté est bien différent de l'idéal économique internationaliste de nos pères, et que les politiques actuelles ne doivent pas être jugées selon les règles du credo précédent.

Je vois dans le nationalisme économique et dans les mouvements en faveur de l'autosuffisance nationale trois dangers majeurs qui compromettent leurs chances de succès.

Le premier est la Bêtise - la bêtise du doctrinaire. Il n'y a rien de surprenant à la trouver dans ces mouvements qui sont passés sans transition du stade des propos excessifs d'après-dîner à celui de l'action. On a du mal, au début, à distinguer le discours brillant qui a permis d'emporter l'adhésion des foules et le fond du message, beaucoup plus terne. Passer de l'un à l'autre n'a rien de cynique. Les mots doivent avoir de la force, car ils portent les idées qui partent à l'assaut de l'absence de pensée. Mais lorsqu'on a atteint les sièges du pouvoir et de l'autorité on ne devrait pas se permettre de licence poétique. Il faut alors compter, au centime près, ce que l'on avait considéré comme méprisable quand il fallait faire assaut de rhétorique. Si elle veut survivre, une société qui expérimente doit être beaucoup plus efficace que celle qui est installée dans sa routine. Il lui faut utiliser à fond toutes ses capacités économiques, et elle ne peut pas se permettre de céder à la stupidité ou à l'irréalisme des doctrinaires. Quand un doctrinaire passe à l'action, il doit, pour ainsi dire, oublier sa doctrine. Car celui qui, dans l'action, reste prisonnier de son discours, manquera probablement son but.

Le second danger - pire que la bêtise - est la Précipitation. Citons Paul Valéry: "*Le résultat des luttes politiques est de troubler, de falsifier dans les esprits la distinction entre ce qui est important et ce qui est urgent.*" La transition économique d'une société doit être menée lentement. Les arguments que je viens de développer ne portent pas sur une révolution brutale, mais sur une tendance séculaire. La Russie nous donne aujourd'hui un exemple terrifiant des maux provoqués par une précipitation démentielle et inutile. Les sacrifices et les pertes inhérents à la transition sont beaucoup plus graves quand on avance à marche forcée. Je ne crois pas que le caractère progressif soit inévitable, mais je crois à la progressivité. C'est d'autant plus vrai que lorsqu'on s'achemine vers une plus grande autosuffisance nationale et vers une planification de l'économie interne. Il est dans la nature des processus économiques de s'inscrire dans la durée. Une transition trop rapide provoquera une telle

destruction de richesse sans contrepartie que le nouvel état des choses sera, au début, bien pire que l'ancien, et que la grande expérimentation sera discréditée. Car les hommes jugent impitoyablement selon les résultats, et même selon les premiers résultats.

Le troisième danger, le pire des trois, est l'Intolérance et la répression de toute critique éclairée. Les nouveaux mouvements arrivent généralement au pouvoir par la violence plus ou moins ouverte. Ils n'ont pas convaincu leurs opposants, ils les ont terrassés. La méthode moderne - que je trouve désastreuse, au risque de paraître vieux jeu - consiste à utiliser la propagande et à s'emparer des médias. Il est considéré comme habile et efficace d'empêcher toute idée de se développer et d'utiliser les moyens du pouvoir pour paralyser la réflexion. Ceux qui ont considéré que ces méthodes étaient nécessaires pour parvenir au pouvoir sont tentés de continuer à se servir, pendant la période d'édification de la nouvelle société, des mêmes outils dangereux qui leur ont servi à s'introduire dans la place.

C'est encore la Russie qui fournit un exemple des terribles erreurs que commet un régime lorsqu'il s'affranchit de toute critique. L'incompétence qui caractérise la conduite des guerres, que ce soit d'un bord ou de l'autre, s'explique de la même façon, l'organisation hiérarchique mettant le haut commandement à l'abri de la critique. Je n'admire pas sans réserve les politiciens, mais eux du moins baignent dans la critique, ce qui leur donne une incontestable supériorité sur les militaires. Les révolutions ne réussissent que parce qu'elles sont menées par des hommes politiques contre des soldats. Cela peut sembler paradoxal, mais qui a jamais entendu parler d'une révolution réussie menée par des soldats contre des politiciens ? Cela étant, nous haïssons tous la critique. Seule une conviction profonde nous permet de nous y soumettre de bonne grâce.

Les nouveaux modèles économiques vers lesquels nous avançons à tâtons sont, par nature, au stade de l'expérimentation. Nous n'avons pas en tête, prête à l'emploi, l'idée exacte de ce que nous voulons. Nous la découvrirons chemin faisant, et nous devons lui donner forme en fonction de notre expérience. Ce processus de critiques courageuses, libres et sans merci est la condition *sine qua non* du succès final. Nous avons besoin du concours de tous les esprits brillants du moment. Staline a éliminé tout esprit critique, tous ceux qui faisaient preuve d'indépendance, même lorsqu'ils avaient de la sympathie pour sa cause. Il a créé un climat dans lequel le fonctionnement intellectuel s'est atrophié. Les délicates circonvolutions du cerveau ont été pétrifiées. Le son assourdissant du mégaphone remplace les souples inflexions de la voix humaine. Les idioties de la propagande stupéfient même les oiseaux et les bestiaux. Que Staline soit un exemple terrifiant pour tous ceux qui veulent faire des expériences. Si ce n'est pas le cas, je retournerai vite à mes vieux idéaux du XIXe siècle et à l'héritage intellectuel construit sur la réflexion que nous cherchons aujourd'hui à détourner pour atteindre nos propres objectifs.

Traduction de Marc Mousli

Notes

(1) Le texte original, "National Self-Sufficiency", a été publié par *The Yale Review*, vol.22, n° 4 (juin 1933), p. 755-769. <http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/interwar/keynes.htm>. Merci à *The Yale Review* et à Blackwell Publishing de nous avoir autorisé à le reproduire ici. Les intertitres sont de la rédaction.

(2) Cette conférence s'est tenue à Londres en 1933 pour tenter d'organiser une réponse multilatérale aux effets de la crise économique du début des années 1930 [NDLR].